



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

**Regard sur
l'économie
et les entreprises
lyonnaises n°53**

FÉVRIER
2022

La dynamique économique se poursuit

SYNTHÈSE

L'économie lyonnaise poursuit sa reprise et entame l'année 2022 avec vigueur. Tous les indicateurs suivis localement affichent de bons résultats : l'activité des entreprises est dynamique dans la plupart des secteurs, l'emploi progresse vivement, les embauches dépassent leur niveau d'avant crise, le nombre de demandeurs d'emploi se réduit fortement par rapport au pic de 2020, le niveau des défaillances d'entreprise reste peu élevé. Les nombreux projets d'investissements, notamment dans le secteur industriel, ainsi que les levées de fonds réalisées au cours du dernier trimestre témoignent de ce dynamisme. Les perspectives d'activité sont favorables pour les prochains mois, malgré les perturbations liées à la situation sanitaire en ce début d'année et aux tensions d'approvisionnement et de recrutement qui perdurent.

L'activité économique locale	2
L'immobilier d'entreprise	3
Les emplois salariés	4
Les recrutements	6
Les demandeurs d'emploi	8
Le taux de chômage	10
Les bénéficiaires du RSA	11
Les créations d'entreprise	12
Les défaillances d'entreprise	13
Les événements d'entreprise	14

Achévé de rédiger le 15 février 2022



L'activité économique locale

Sources

- Banque de France - Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, décembre 2021 et janvier 2022
- Banque de France – Enquête régionale annuelle : bilan 2021 et perspectives 2022 – Conférence du 4 février 2022
- CCI Auvergne-Rhône-Alpes – Conjonct' AURA TPE-PME, janvier 2022
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes - Conjoncture régionale, n°30, janvier 2022
- Urssaf – Conjoncture 3^e trimestre 2021, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes, n°31, janvier 2022
- ONLYLYON Tourisme et Congrès – Flash Tourisme, septembre à novembre 2021
- Aderly Invest in Lyon – Rapport annuel 2021

2021 compense les pertes de 2020

Le vif rebond de l'activité économique régionale au cours de l'année 2021 a permis de compenser les pertes enregistrées en 2020 dans la plupart des secteurs. Sans surprise, les activités encore en difficulté sont celles qui pâtissent le plus des contraintes sanitaires (jauges, pass, baisse des déplacements...) : hôtellerie, restauration, tourisme et événementiel. D'autres activités sont encore en phase de rattrapage, en particulier les industries automobiles et aéronautiques, le traitement des métaux, la fabrication de machines et équipements, ainsi qu'une partie du commerce de détail. A l'inverse, la majorité des secteurs a retrouvé voire dépassé son niveau d'avant la crise : selon la Banque de France, le chiffre d'affaires des entreprises régionales a progressé en moyenne de 11,3 % en 2021, après -10,4 % en 2020. A noter que cette progression intègre un effet prix, avec une hausse des coûts des matières premières et fournitures qui est répercutée en partie sur le prix de vente.

Le début d'année 2022 est perturbé

La nouvelle vague de contaminations perturbe le climat des affaires au début de l'année 2022, avec une activité parfois réduite et des

absences de salariés malades ou cas-contacts. Ces perturbations viennent s'ajouter aux difficultés déjà présentes depuis l'été, qui touchent la quasi-totalité des secteurs : tensions sur les recrutements, retards d'approvisionnement, hausse des prix des intrants. Selon la CCI Auvergne-Rhône-Alpes, les deux principaux freins au développement des petites et moyennes entreprises sont les difficultés de recrutement (qui touchent la moitié des entreprises) et les difficultés d'approvisionnement (38 %). La hausse des prix exerce par ailleurs une contraction sur les marges.

Les perspectives restent favorables

En dépit de ces difficultés et d'un contexte incertain, les entreprises de la région restent optimistes pour les prochains mois. De nouvelles hausses de chiffre d'affaires sont attendues en 2022 : +7 % dans l'industrie en moyenne, +8,5 % dans les services marchands (à l'exception de l'hôtellerie-restauration) et +3 % dans la construction, selon la Banque de France.

Les perspectives sont également bonnes pour l'investissement, en majorité pour la modernisation des outils de travail, mais aussi, pour un petit tiers des entreprises, pour l'augmentation des capacités de production.

L'immobilier d'entreprise

Définitions

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Source : Cecim

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim).

Un net rebond sur le marché des bureaux

Après une année 2020 en creux, le marché des bureaux rebondit en 2021 dans la région lyonnaise. Avec 292 000 m², la demande placée est très proche de la moyenne décennale et en hausse de 33 % par rapport à l'année précédente. Malgré les incertitudes liées aux nouveaux usages (télétravail, coworking, flex-office...), les professionnels de l'immobilier se félicitent de cette forte reprise. La demande reste concentrée sur les localisations à Lyon et Villeurbanne, en premier lieu à Gerland (22 % de la surface placée), mais aussi à Vaise et à la Part-Dieu (13 % chacun). Les deux premières transactions en taille en 2021 concernent des établissements d'enseignement : emlyon business school à Gerland (28 400 m²) et Ionis Education Group à Vaise (18 100 m²).

Les valeurs locatives se redressent également et retrouvent leurs niveaux de 2019, après un plongeon en 2020.

Les locaux d'activité toujours dynamiques

Le marché des locaux industriels et locaux mixtes est toujours très actif, avec une grande stabilité en termes de surfaces au fil des ans. A peine en retrait en 2020, la demande placée atteint 383 500 m² en 2021, au-dessus de son niveau de 2019. La majorité des transactions concernent des petites et moyennes entreprises à la recherche de locaux de moins de 500 m². En 2021, une vingtaine de transactions

ont concerné des sites de plus de 3 000 m² ; les plus importantes sont Proform à Vourles (25 400 m²) et Thermcross à Feyzin (8 700 m²).

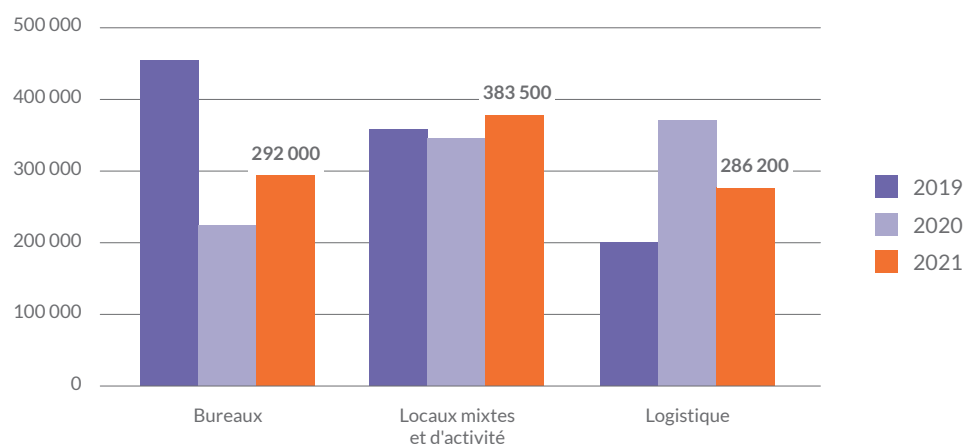
Comme pour les bureaux, les valeurs locatives sont en hausse, en particulier pour les locaux de seconde main. Le manque de foncier disponible contribue à l'éloignement des entreprises du cœur de l'agglomération. En 2021, 33 % des surfaces placées l'ont été dans « le diffus », en troisième ou quatrième couronne, les première et deuxième couronnes de l'Est accueillant malgré tout 43 % des surfaces. L'offre disponible à moins de six mois recule, à son plus bas niveau depuis dix ans.

Pour la logistique, un manque de foncier

Le marché de l'immobilier logistique termine l'année en baisse de 23 % par rapport à 2020. Si le nombre de transactions est proche de celui de l'année précédente (autour de 20 transactions), il n'y a eu en 2021 aucune signature de grande taille. Les trois principales transactions sont Rexel à Miribel-Les Echets (38 000 m²), SPI Logistic à Pont-d'Ain (32 000 m²) et Sotradel à Pont-de-Veyle (27 000 m²). Le manque de foncier disponible proche de l'agglomération lyonnaise explique les implantations éloignées, notamment dans l'Ain. Le Nord-Isère reste le principal pôle géographique, avec 36 % des surfaces placées.

L'offre disponible à moins de six mois recule, à son plus bas niveau depuis dix ans, alors que le niveau des loyers ne cesse de progresser.

Demande placée par segment (en m²)



Les emplois salariés du secteur privé

Définitions

Champ : emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim. N'inclut pas les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, les salariés à domicile des ménages et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

Périmètres : EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

CTM : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

Aire d'attraction : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

Une hausse importante de l'emploi

Le rebond de l'activité économique se traduit par une nouvelle hausse du nombre d'emplois salariés dans le secteur privé au 3^e trimestre 2021. En un an, les effectifs salariés ont progressé de 2,3 % dans le carré métropolitain, soit une augmentation de 25 600 emplois. Dans la métropole de Lyon, la hausse atteint +2,7 %, soit 15 000 emplois supplémentaires par rapport au 3^e trimestre 2020.

Les services aux entreprises particulièrement dynamiques

Tous les secteurs enregistrent des hausses d'effectifs, à l'exception de l'industrie dont le nombre d'emplois est stable sur un an à l'échelle du carré métropolitain, mais avec des disparités entre les territoires. L'emploi industriel recule dans la métropole de Lyon (-0,7 %) et dans la CC de Miribel et du Plateau (-2,6 %), mais progresse de 4,6 % dans la CC de la Plaine de l'Ain et de 1,7 % dans la CA Porte de l'Isère.

La plus forte hausse s'observe dans les services aux entreprises : +3,8 % dans le carré métropolitain, +4,0 % dans la métropole de Lyon. Le commerce de détail, le commerce de gros et

le BTP enregistrent des hausses proches de la moyenne, autour de +2,3 %.

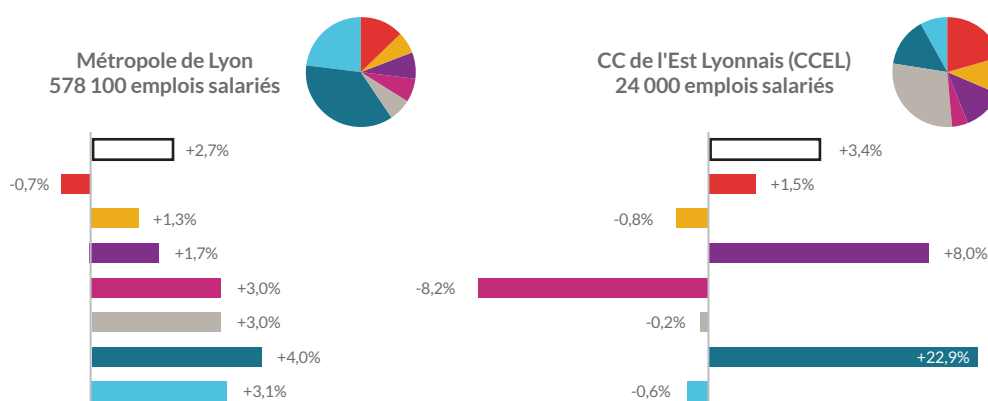
Une hausse qui concerne de nombreux territoires

En dépit de cette dynamique globale, une dizaine d'intercommunalités du carré métropolitain enregistrent de légers reculs d'emploi. Il s'agit pour la plupart de territoires comprenant peu d'emplois salariés privés (moins de 2 500), où les baisses restent faibles en volume. Dans les CC de Miribel et du Plateau, du Pays Mornantais et du Pays de l'Ozon, les effectifs sont quasiment stables (-0,1 % dans la première et -0,2 % dans les deux suivantes).

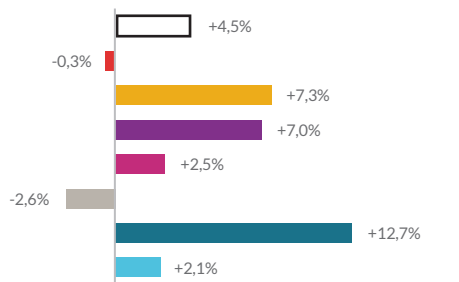
Les hausses d'emploi les plus fortes concernent la CC des Vallons du Lyonnais (+8,2 %), tirée par l'industrie, et la CA de Villefranche-Beaujolais-Saône (+4,5 %), en lien avec la croissance des effectifs dans les services aux entreprises et le BTP.

Dans la métropole de Lyon, l'emploi progresse dans l'ensemble des conférences territoriales des maires (CTM). Les CTM les plus dynamiques sont Villeurbanne (+6,7 %), Val d'Yzeron (+3,7 %) et Ouest Nord (+3,3 %). La hausse est de 2,8 % à Lyon.

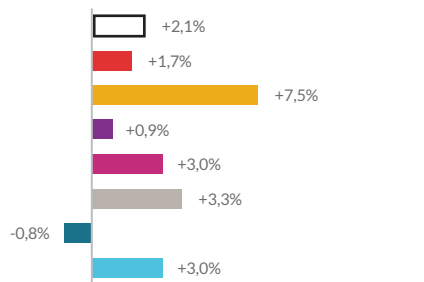
Évolution de l'emploi en un an par grands secteurs d'activité dans les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon, nombre d'emploi salariés privés et répartition par grands secteurs au 3^e trimestre 2021



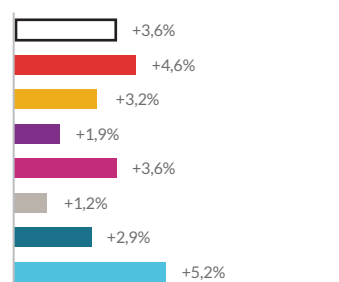
CA Villefranche Beaujolais Saône
22 900 emplois salariés



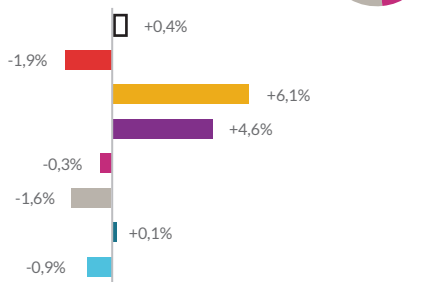
CA Porte de l'Isère
38 300 emplois salariés



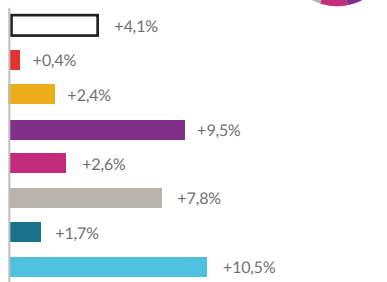
CC Plaine de l'Ain
21 100 emplois salariés



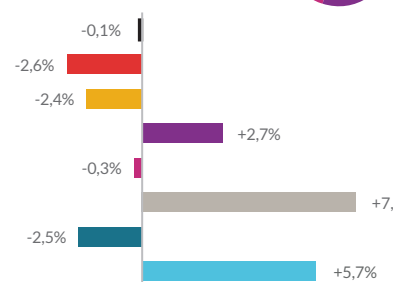
CA Vienne Condrieu
21 600 emplois salariés



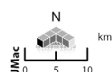
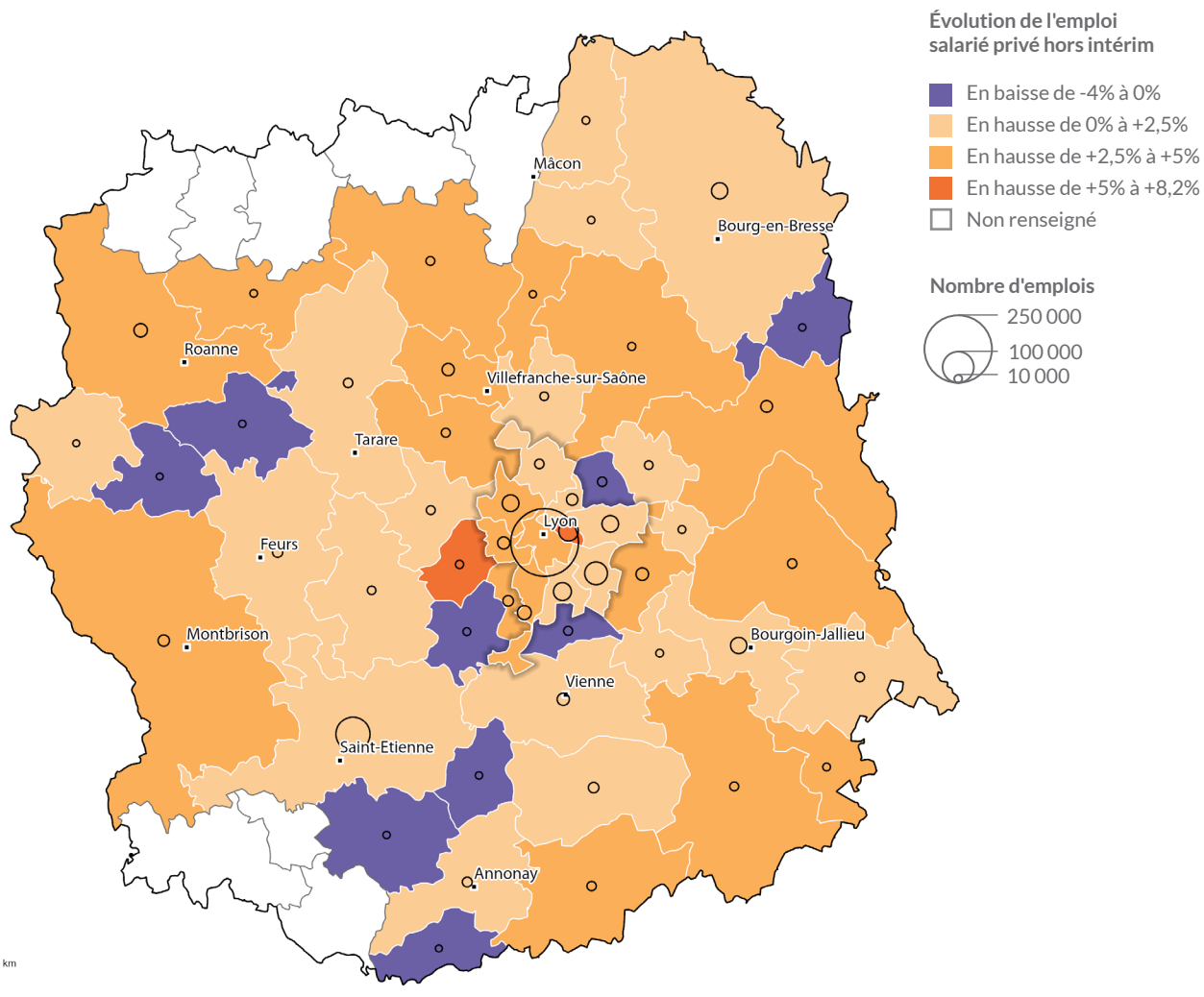
CC de la Vallée du Garon
15 500 emplois salariés



CC de Miribel et du Plateau
9 800 emplois salariés



Nombre d'emplois salariés privés hors intérim au 3^e trimestre 2021 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an





Les recrutements

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim). Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois.

Source : Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes (www.observatoire-emploi-ara.fr) - Urssaf, CCMsa. Données corrigées des variations saisonnières.

Périmètres :

les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

Les recrutements dépassent leur niveau d'avant-crise

Le nombre global de recrutements pour des contrats d'au moins un mois progresse fortement en 2021 dans tous les territoires étudiés, après une année 2020 marquée par la réduction des intentions d'embauche de la part des entreprises. Les hausses les plus vives concernent les CC de l'Est lyonnais (+34 % par rapport à 2020) et de Miribel et du Plateau (+31 %). Dans la métropole de Lyon, les embauches progressent de 25 %.

Le nombre d'embauches est également en hausse si l'on compare avec la situation avant la crise sanitaire. Les recrutements dépassent largement le niveau de 2019 dans la CC de Miribel et du Plateau, la CA Porte de l'Isère, les CC de la Plaine de l'Ain et de la Vallée du Garon. Deux territoires enregistrent de plus faibles évolutions : la CA Vienne Condrieu et surtout la CC de l'Est lyonnais, qui pâtit de l'activité réduite de la plateforme aéroportuaire.

Plus de recrutements en CDI

Les embauches en contrats à durée indéterminée enregistrent de belles progressions dans tous les territoires, allant de +16 % en un an dans la CA de Vienne Condrieu à +42 % dans la CC de l'Est lyonnais, en passant par +30 % dans la métropole de Lyon. Elles témoignent

du souhait des entreprises de renforcer durablement leurs effectifs, dans un contexte de reprise de l'activité. Cette tendance cohabite avec une progression des embauches temporaires, que ce soit en CDD ou en intérim, l'intérim permettant notamment de pallier les difficultés de recrutement sur certains profils.

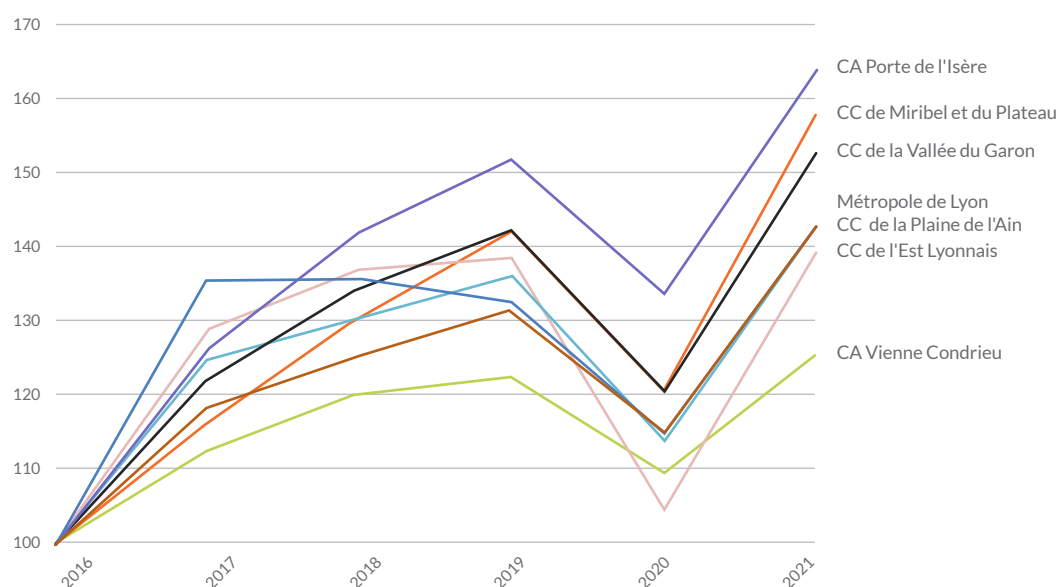
Restauration rapide et nettoyage, deux secteurs recruteurs

Les services sont à l'origine des trois quarts des embauches dans la métropole de Lyon en 2021, mais seulement de la moitié dans la CC de la Plaine de l'Ain et la CC de Miribel et du Plateau. Dans ces deux EPCI, la part de l'industrie (respectivement 20 % et 13 %) et la part du commerce (18 % et 25 %) sont plus élevées. Les recrutements dans le commerce sont également surreprésentés dans la CA Porte de l'Isère et la CA Villefranche Beaujolais Saône (21 % des embauches).

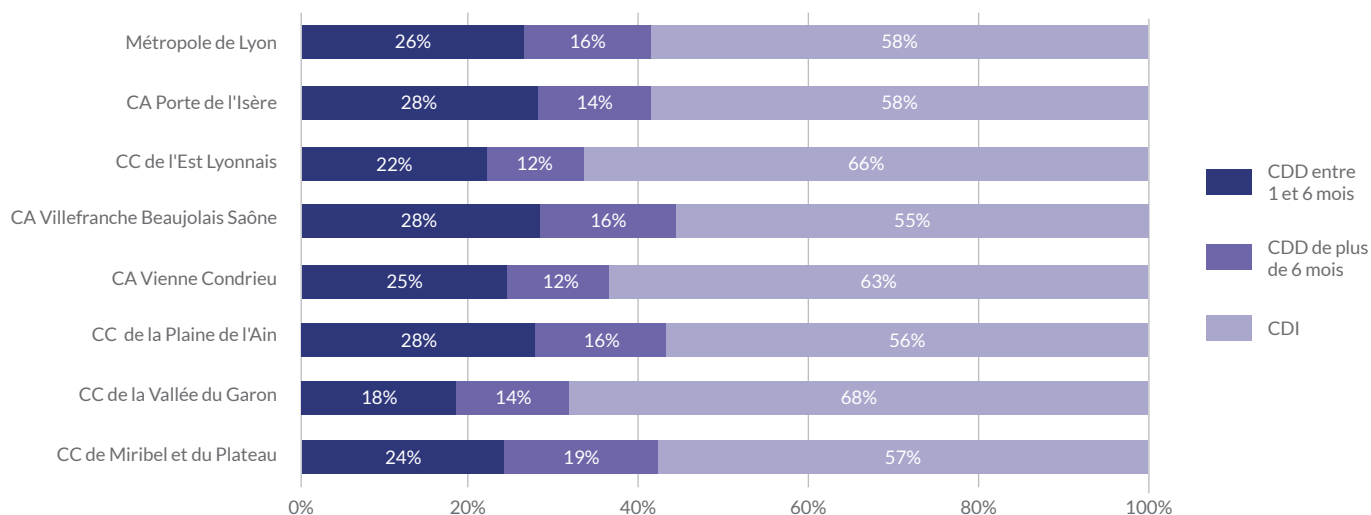
A un niveau plus fin, restauration et nettoyage font fréquemment partie du « top 3 » des secteurs recruteurs. Les activités de transport et de logistique sont également bien présentes : dans la CC de l'Est lyonnais, les trois premiers secteurs recruteurs en font partie. A noter que dans la CA Vienne Condrieu, la surreprésentation de l'aide à domicile s'explique par la présence du siège national d'une entreprise de services à la personne.

Évolution des recrutements depuis 2016

Base 100 en 2016

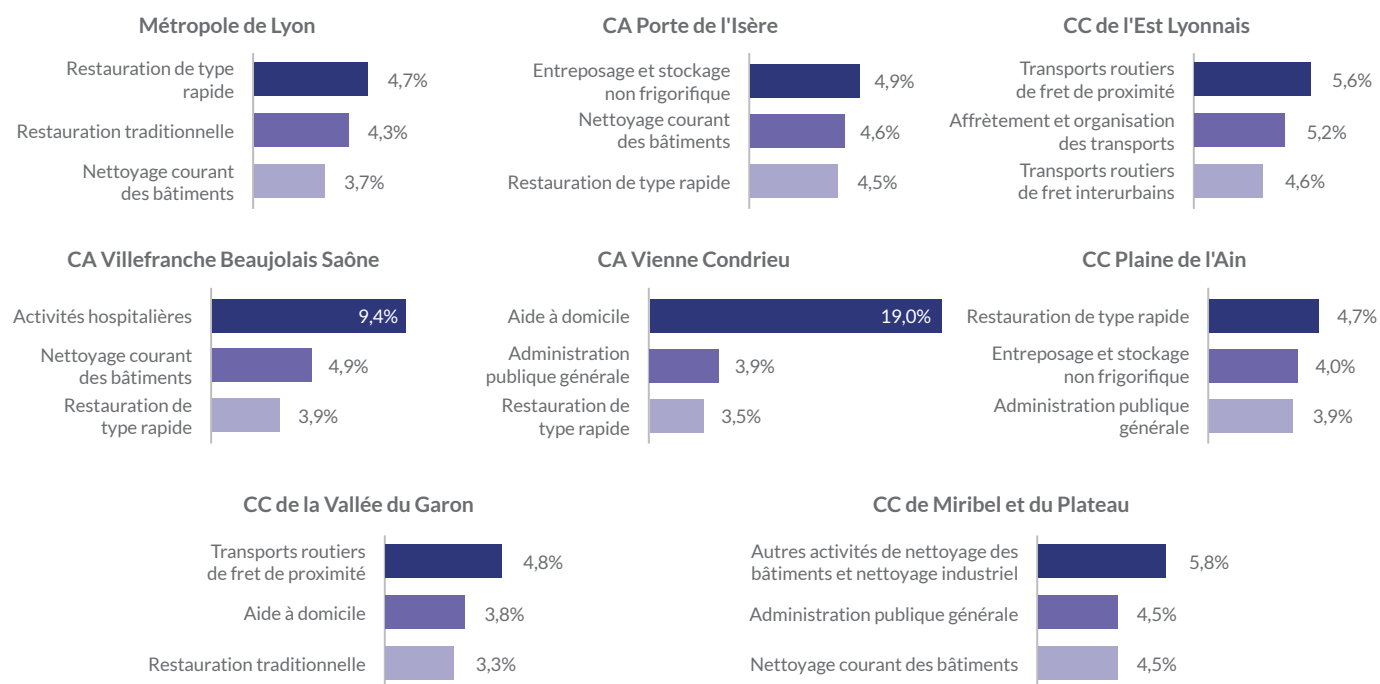


Répartition des recrutements par type de contrat en 2021

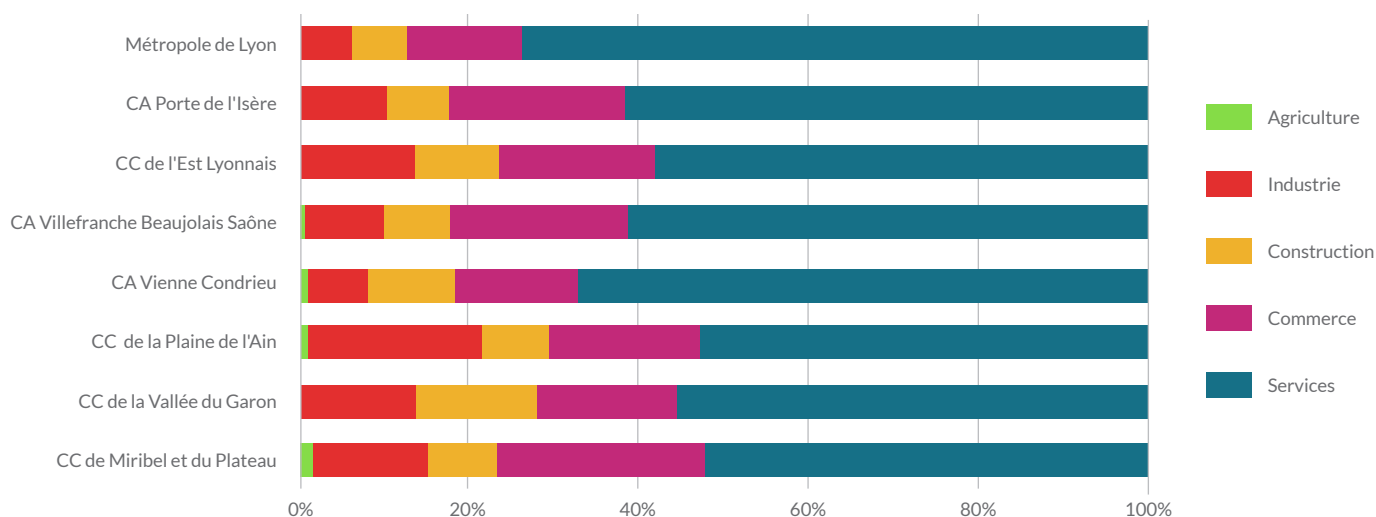


Principaux secteurs recruteurs en 2021

Part respective des trois premiers secteurs recruteurs dans l'ensemble des recrutements d'au moins un mois



Répartition des recrutements par grands secteurs en 2021





Les demandeurs d'emploi

Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois).

Source : Pôle emploi - STMT et Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

(www.observatoire-emploi-ara.fr) :

données brutes ; sauf les courbes d'évolution : données CVS

Périmètres : métropole de Lyon et sept autres plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

13 520 demandeurs d'emploi sans activité de moins en un an dans la métropole de Lyon

Entre décembre 2020 et décembre 2021, les effectifs de demandeurs d'emploi de catégorie A ont diminué de 15,7 % dans la métropole de Lyon ; leur nombre est en baisse continue depuis le mois de mai 2021 avec une baisse record en octobre 2021.

S'agissant de l'ensemble des catégories ABC, les effectifs ont diminué de 8,4 % en un an. La nette amélioration de la conjoncture économique sur l'année 2021 a permis de retrouver la situation du marché du travail d'avant-crise avec un effectif de demandeurs d'emploi de catégories ABC fin décembre 2021 inférieur de 2 150 par rapport à février 2020 (-9,8 %).

Une baisse également dans les EPCI voisins

Les effectifs de demandeurs d'emploi enregistrent des évolutions contrastées selon les intercommunalités. La plus forte baisse concerne la CC de la Vallée du Garon avec -11,8 % de demandeurs d'emploi de catégories ABC en un an. Elle est suivie par la CA de Villefranche Beaujolais Saône avec -9,1 %. Les territoires de la CC Plaine de l'Ain et de la CA Vienne Condrieu ont enregistré des diminutions moindres avec respectivement -5,9 % et -6,3 % de demandeurs d'emploi de catégories ABC en un an.

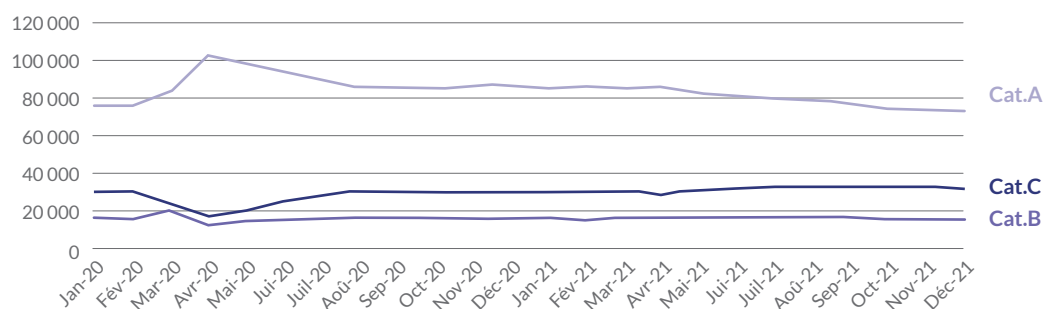
Nombre de demandeurs d'emploi (DE) fin décembre 2021 et évolution sur un an

Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
MÉTROPOLE DE LYON	123 440	-8,4%	72 800	-15,7%
CA PORTE DE L'ISÈRE	9 370	-8,3%	5 130	-14,4%
CC DE L'EST LYONNAIS	2 160	-8,1%	1 200	-14,8%
CA VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAÔNE	5 880	-9,1%	3 315	-17,0%
CA VIENNE CONDRIEU	6 180	-6,3%	3 620	-11,8%
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	5 800	-5,9%	3 085	-13,2%
CC DE LA VALLÉE DU GARON	1 770	-11,8%	985	-18,6%
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 400	-7,7%	780	-13,7%

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre janvier 2020 et décembre 2021 dans la métropole de Lyon

Données cvs



Une hausse des sorties de Pôle emploi

Dans la métropole de Lyon, le bilan des sorties de Pôle emploi cumulées sur l'année montre une hausse de 12,5 % par rapport à l'année 2020, signe de la nette amélioration du marché de l'emploi par rapport à l'année dernière.

Du côté des inscriptions à Pôle emploi, les entrées sont globalement en nette baisse au 4^e trimestre (-4,9 %) en comparaison avec le 4^e trimestre 2020 et en légère diminution sur l'année 2021 par rapport à 2020 (-1,2 %). En cumul annuel, la plus forte baisse concerne les entrées à la suite des fins de mission intérim (-18,6 %) suivie des fins de CDD (-12,3 %). A l'inverse, les réinscriptions rapides sont en forte hausse sur l'année (+17 %) de même que les reprises après inactivité (+9,7 %).

Les offres d'emploi en forte progression, principalement au 2^e semestre 2021

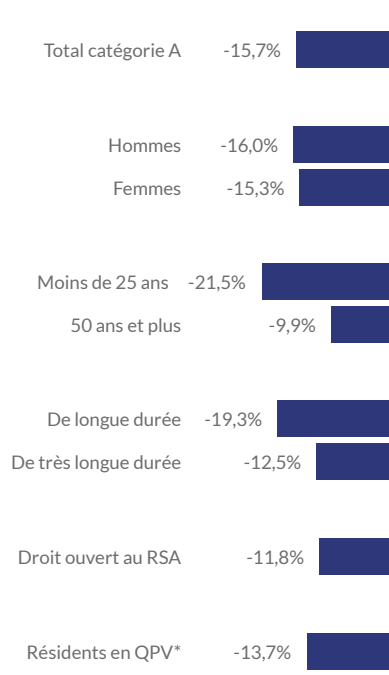
L'évolution du nombre d'offres d'emploi sur l'année est positive avec +40 % d'offres collectées entre janvier 2021 et décembre 2021 par rapport à la période de janvier 2020 à décembre 2020 dans la métropole de Lyon. Le regain a été particulièrement marqué au cours des deux derniers trimestres de l'année. Parmi les dix métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi sur cette période, on observe de fortes hausses des offres d'emploi collectées pour cinq d'entre eux.

Les hausses les plus marquées concernent la vente en habillement et accessoires de la personne (+89 %), les employés de restauration (+71 %), le secrétariat (+71 %), le magasinage et la préparation de commandes (+70 %) et la conduite et livraison par tournées sur courte distance (+68 %). A l'inverse, le nombre d'offres dans les services domestiques continue de diminuer (-35 %) de même que pour les métiers d'assistance auprès d'adultes (-20 %).

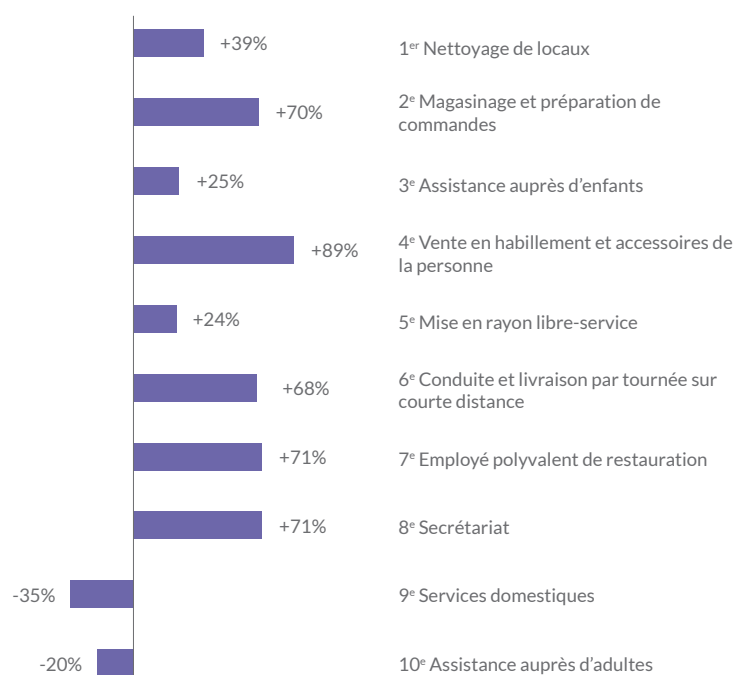
Une reprise qui profite aux jeunes et aux demandeurs d'emploi de longue durée

Fin décembre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C atteint 123 440 personnes dans la métropole de Lyon. Parmi elles, 72 800 n'ont eu aucune activité (catégorie A). 12,6 % des demandeurs d'emploi de catégorie A sont âgés de moins de 25 ans. Les jeunes enregistrent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de 21,5 % entre décembre 2020 et décembre 2021 en lien avec la reprise et la montée en charge du plan national « 1 jeune, 1 solution » lancé à l'été 2020. Le chômage de longue durée recule significativement sur l'année avec -19 %. La baisse est également très encourageante pour les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis trois ans et plus dont les effectifs diminuent de 14 % en un an.

Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil



Les 10 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon : évolution du nombre d'offres collectées sur un an glissant



*QPV : Quartier Politique de la ville

Le taux de chômage

Définitions

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee

Périmètres : zones d'emploi

Des taux de chômage souvent inférieurs au taux national

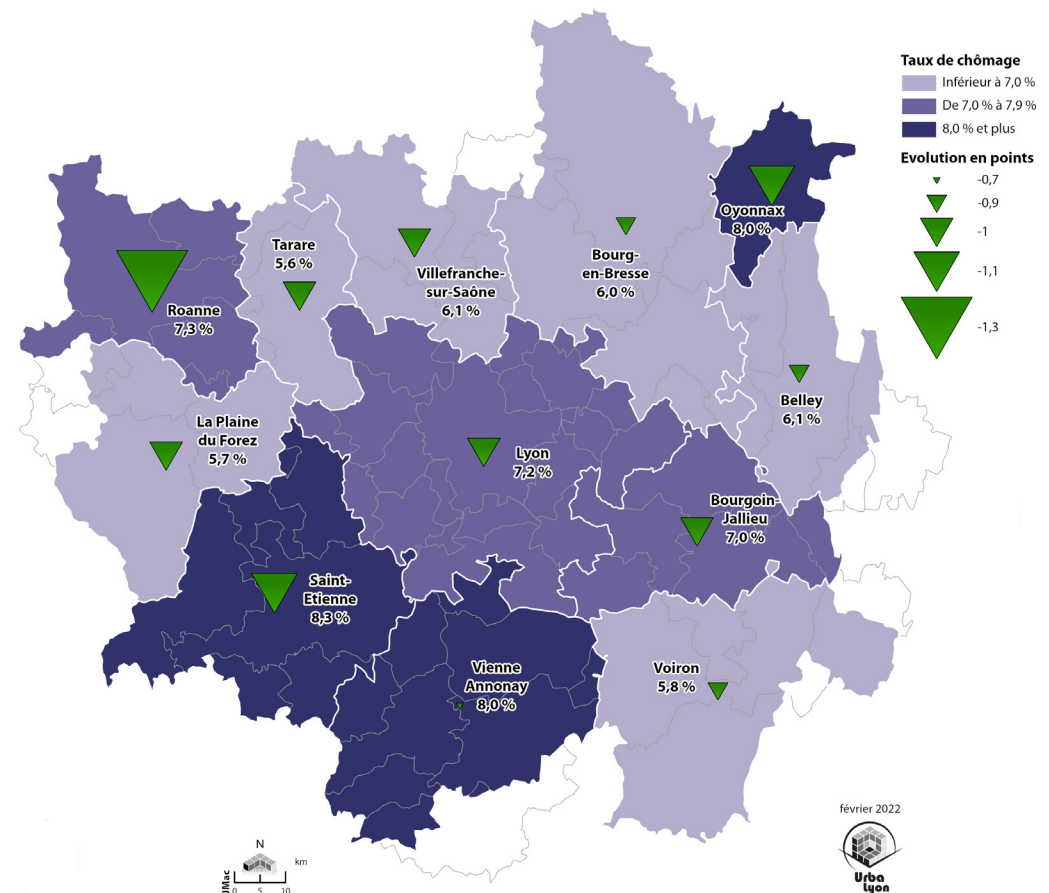
En France, le taux de chômage s'établit à 8,1 % de la population active au 3^e trimestre 2021. Il est quasi stable sur un trimestre (+0,1 point) et en baisse de 1 point sur un an. Le taux de chômage est inférieur au taux national dans de nombreuses zones d'emploi du carré métropolitain, notamment celles de Tarare (5,6 %), de la Plaine du Forez (5,7 %) ou de Voiron (5,8 %). Il s'établit à 7,2 % dans la zone d'emploi de Lyon et, en son sein, à 7,9 % dans la métropole de Lyon. Le taux de chômage le plus élevé est enregistré dans la zone d'emploi de Saint-Etienne : 8,3 %.

Le taux de chômage est en baisse dans toutes les zones d'emploi par rapport au 3^e trimestre 2020.

Hausses de l'emploi et de la population active

Comme au niveau national, une quasi-stabilité du taux de chômage est observée entre les 2^e et le 3^e trimestre 2021 dans les différentes zones d'emploi. Selon l'Insee, cette stabilité est le résultat de deux mouvements concomitants : une forte hausse de l'emploi d'un côté et une forte hausse de la population active de l'autre. Ces augmentations s'expliquent en grande partie par la progression du taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans, tirée par les contrats en alternance. Le taux d'activité des jeunes atteint ainsi 41 % au niveau national au 3^e trimestre 2021 (+3 points par rapport à son niveau d'avant crise). L'Insee souligne également que la hausse de la population active a pour principale contrepartie une forte baisse du nombre de personnes inactives dans le « halo autour du chômage ».

Taux de chômage par zone d'emploi au 3^e trimestre 2021 et évolution en un an



Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation qui vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

2 620 foyers allocataires de moins en un an

Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 41 960 fin novembre 2021, ce qui représente une baisse de 5,9 % et 2 620 foyers allocataires de moins par rapport à novembre 2020. La baisse encourageante observée sur la dernière période annuelle ne permet cependant pas encore de retrouver les niveaux des effectifs d'allocataires du RSA et de la prime d'activité d'avant-crise sanitaire (novembre 2019) qui se situaient respectivement à 3,5 % et 1,5 % en dessous de ceux de novembre 2021.

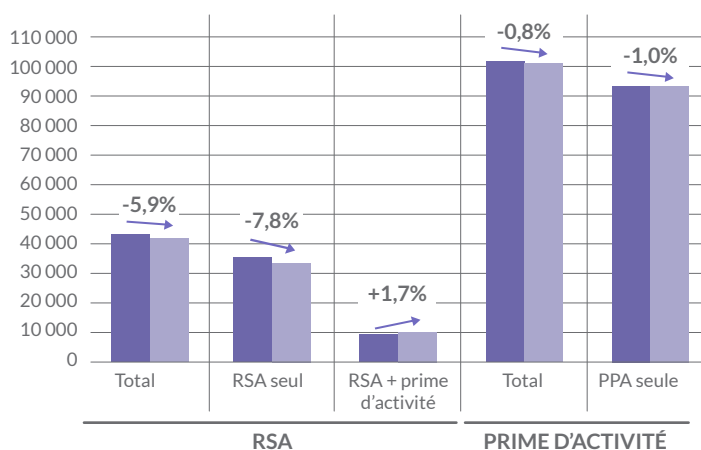
La tendance à la baisse sur la dernière année ne se vérifie pas pour les allocataires du RSA percevant la prime d'activité (+1,7 % en un an) qui constitue une minorité des allocataires du RSA (22 %). Cette tendance illustre la reprise d'activité d'un certain nombre de bénéficiaires sans emploi jusqu'alors. Le nombre d'allocataires du RSA ne percevant pas la prime d'ac-

tivité (la majorité) est quant à lui toujours en recul sensible (-7,8 %). Enfin, les effectifs d'allocataires percevant la prime d'activité sont en léger recul en un an.

Les effectifs d'allocataires depuis plus de trois ans et les plus âgés toujours en croissance

La situation à fin septembre 2021 montre la poursuite de la progression en un an des effectifs des allocataires du RSA les plus âgés et des allocataires les plus anciens dans le dispositif avec respectivement +6,4 % de 60 ans et plus et +7,6 % d'allocataires depuis plus de 3 ans. Ceci confirme qu'une frange croissante de la population la plus éloignée de l'emploi reste malheureusement en marge de la reprise économique. La part des bénéficiaires du RSA depuis plus de 3 ans est ainsi passée de 50 % en septembre 2019 avant la crise sanitaire à 57 % en septembre 2021. Observation encourageante, les bénéficiaires de moins de 30 ans sont en recul sensible de 13,5 % sur un an.

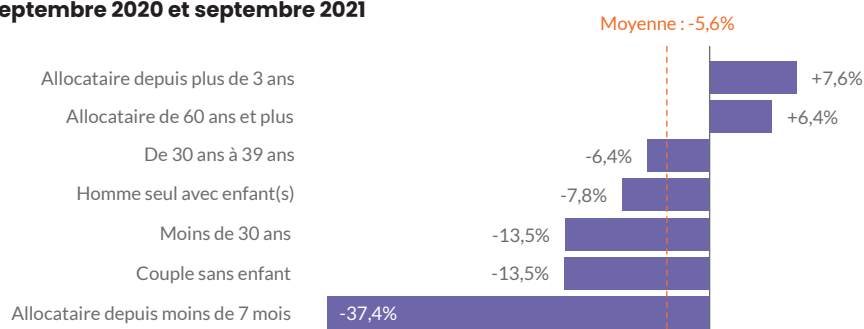
Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre novembre 2020 et novembre 2021



Nombre de foyers allocataires fin novembre 2021

Allocataires RSA	41 960
Allocataires prime d'activité	101 560

Profil des bénéficiaires du RSA concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre septembre 2020 et septembre 2021



Les créations d'entreprise

Définition

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur.

Source : Insee (données brutes)

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

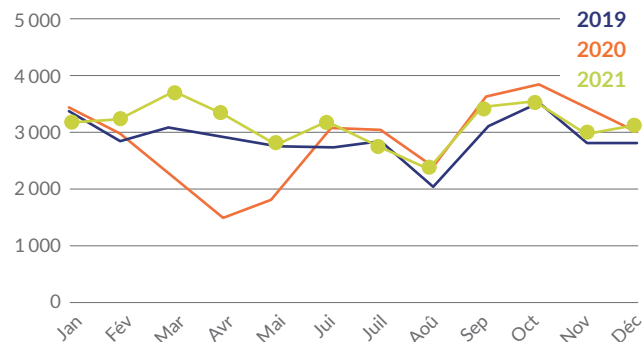
9 % de créations supplémentaires par rapport à 2020

Sur l'ensemble de l'année 2021, 37 710 nouvelles entreprises ont été immatriculées dans la circonscription départementale du Rhône, soit 9 % de plus qu'en 2020. Les progressions au niveau régional et national restent supérieures : respectivement +14 % et +17 %. Dans le Rhône, la hausse concerne non seulement les créations sous forme d'entreprise individuelle (+4 %), mais surtout sous forme de sociétés (+25 %).

Les immatriculations d'entreprises individuelles sous le régime de micro-entrepreneur sont les plus nombreuses : elles représentent 60 % des créations en 2021, soit 24 700 immatriculations.

Au niveau national, le nombre de créations augmente dans l'ensemble des secteurs. Les secteurs qui enregistrent les plus fortes hausses sont les activités financières et d'assurance (+31 %), les autres services (+30 %), l'information et la communication (+25 %), le transport (+25 %). C'est dans l'hébergement-restauration et le commerce que les hausses sont les plus mesurées : +3 % et +6 %.

Nombre de créations d'entreprise dans la circonscription départementale du Rhône



Évolution des créations d'entreprise en 2021

RHÔNE	+9%
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	+14%
FRANCE	+17%

Une hausse des créations dans la plupart des secteurs

Au niveau national, les trois premiers secteurs contributeurs à la hausse globale du nombre de créations entre 2020 et 2021 sont :

- Le secteur des transports et de l'entreposage (+25 100 créations en un an) : il génère 13 % de l'ensemble des créations en 2021, essentiellement dans la livraison à domicile sous le régime du micro-entrepreneur, qui représente 83 % des créations dans les transports et l'entreposage.
- Les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+24 000 créations en un an) : elles génèrent 16 % de l'ensemble des créations en 2021. L'augmentation est portée par les activités de conseil pour les affaires et conseils de gestion, les activités spécialisées de design et le conseil en relations publiques et communication.

- Les autres services aux ménages (+22 600 créations en un an) : ils génèrent 8 % de l'ensemble des créations en 2021. La forte hausse est portée par les immatriculations sous le régime du micro-entrepreneur, qui représentent 85 % des créations de ce secteur, notamment dans les autres services personnels comme les coachs, naturopathes, tatoueurs, etc.

Si l'on ne considère que les créations sous forme de société, le premier secteur contributeur à la hausse est le commerce et la réparation automobile (+9 600 créations sous forme de société en un an).

Source : Essor des créations de sociétés et de micro-entrepreneurs en 2021. Eric Hofstetter, Insee Première, n°1892, février 2022

Les défaillances d'entreprise

Définition

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Sources : Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

Périmètre : ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

Un niveau très faible de défaillances dans tous les tribunaux

785 procédures collectives ont été ouvertes au Tribunal de commerce de Lyon au cours de l'année 2021. C'est 8 % de moins qu'en 2020 (année déjà particulièrement faible, avec 850 défaillances), et 42 % de moins qu'en 2019, avant la pandémie (1 340 procédures). L'efficacité des aides mises en place pour soutenir les entreprises, au niveau national et local, ainsi que la reprise de l'activité, plus dynamique que prévu, expliquent ce fort recul.

L'évolution est similaire dans les tribunaux voisins : la baisse par rapport à 2019 est de 59 % à Villefranche-Tarare (65 procédures en 2021), de 51 % à Vienne (187 procédures) et de 50 % à Bourg-en-Bresse (202 procédures). Au niveau national, le nombre de défaillances est au plus bas depuis 35 ans.

Deux secteurs non concernés par la baisse à Lyon

La construction et le commerce restent les deux secteurs les plus fréquemment concernés par les procédures (respectivement

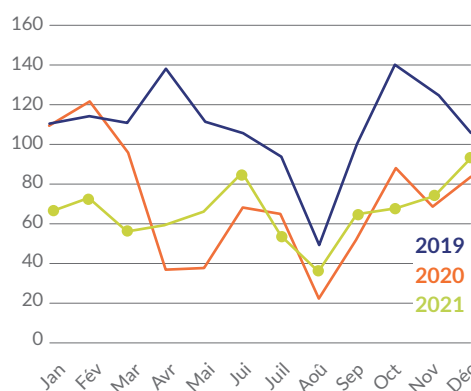
22 % et 21 % du total au tribunal de Lyon), suivis par les activités spécialisées, scientifiques et techniques (11 %). Comparativement à 2019, deux secteurs ne bénéficient pas du mouvement général de diminution des défaillances : les activités immobilières et les arts, spectacles et activités récréatives.

Parmi l'ensemble des procédures collectives à Lyon, 82 % sont des liquidations judiciaires et 75 % concernent des entreprises réalisant moins de 153 000 euros de chiffre d'affaires. Seule une trentaine d'entreprises a un chiffre d'affaires supérieur à 3 millions d'euros. Au total, environ 1 500 emplois sont menacés par les défaillances d'entreprise à Lyon, un chiffre en forte baisse (3 350 salariés concernés en 2020).

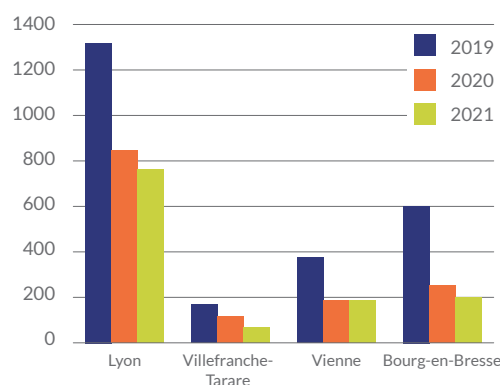
Vers une normalisation

Les quatre derniers mois de l'année 2021 ont été marqués par une remontée des défaillances au tribunal de Lyon, signe d'un probable retour à une situation plus « normale » en 2022, marquée par la fin progressive des aides et des reports de charge. Dans un contexte inflationniste, la trésorerie des entreprises pourrait connaître de nouvelles tensions.

Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



Nombre annuel de procédures collectives par tribunal



Répartition des procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon par secteur





Les principales actualités des entreprises au cours du trimestre

Définition

Champ : Sélection d'événements économiques marquants concernant les entreprises du territoire, d'octobre 2021 à janvier 2022

Source : veille presse et internet

Périmètre : aire d'attraction de Lyon

Levées de fonds

365TALENTS Plateforme de gestion des compétences Lyon 3 ^e (69)	La start-up lève 10 M€ pour poursuivre son expansion à l'international.
ACI GROUPE Mécanique industrielle Lyon 9 ^e (69)	Le groupe réalise une levée de fonds de 7 M€ ainsi que 4 acquisitions, formant désormais un ensemble de 17 sites de production avec 600 salariés.
ENDRIX (EX-SFC) Conseil aux entreprises Lyon 7 ^e (69)	L'entreprise lève 5 M€ pour étoffer son offre de conseil et renforcer ses implantations sur l'axe Paris-Lyon-Marseille.
JET METAL TECHNOLOGIES Traitement de surfaces par métallisation Champagne-au-Mont-d'Or (69)	L'entreprise lève 6 M€ pour se développer sur le marché américain, à travers la construction d'une usine au Mexique, et tripler ses effectifs en France.
MILLION VICTORIES Jeux vidéo sur mobile Villeurbanne (69)	Le studio lève 3 M\$ pour accélérer ses recrutements, développer d'autres jeux et renforcer sa démarche commerciale et marketing.
MON PETIT PLACEMENT Investissement financier Ecully (69)	La fintech lève 6 M€ pour accélérer sa dynamique de croissance : doublement des effectifs en 2022, diversification de l'offre et recherche-développement.

Recherche et innovation

ARKEMA Chimie de spécialités Pierre-Bénite (69)	Le groupe inaugure son Centre d'excellence Batteries Christian Collette, au sein de son centre de recherche.
GROUPE SEB Electroménager Ecully (69)	Le nouveau centre d'innovation est inauguré à Ecully, regroupant 6 centres d'excellence ; 12,5 M€ investis.
NEXANS Câbles Lyon 7 ^e (69)	Le nouveau centre de recherche sur les solutions d'électrification, à Lyon Techsud, a ouvert ses portes ; il offre 6 000 m ² de bureaux et laboratoires.

Investissements logistiques

BIOMÉRIEUX Solutions de diagnostic clinique et microbiologie Marcy-l'Etoile (69)	Le groupe engage l'agrandissement et la transformation de son centre international de distribution de Saint-Vulbas (01), avec un nouveau système de pilotage de l'entrepôt et des recrutements.
GROUPE LA POSTE Colis et courrier Corbas (69)	Le groupe loue une nouvelle plateforme de messagerie de 13 500 m ² auprès de DCB Logistics, pouvant traiter 70 000 colis par jour.
GROUPE LDLC Produits informatiques Limonest (69)	Le groupe fait construire un nouvel entrepôt de 28 000 m ² à Saint-Quentin-Fallavier (38), au sein du Segro Logistics Park, pour remplacer l'existant.

Expansion internationale

VATEL Enseignement en management hôtelier Lyon 2 ^e (69)	Le groupe poursuit les ouvertures d'écoles à l'international : Mayotte, Tenerife (Espagne), Tbilissi (Géorgie) en 2021, Puebla (Mexique), Da Nang et Nha Trang (Vietnam) en 2022...
---	---

Difficultés, cessations d'activité et redressements

KEMIRA Produits chimiques pour le traitement de l'eau Pierre-Bénite (69)	Le groupe annonce la fermeture de l'usine de Pierre-Bénite, qui compte 13 salariés.
MSA SAFETY EUROPE Equipements de protection individuelle Chatillon-sur-Chalaronne (01)	Le groupe américain recentralise ses services clients en Pologne et annonce un plan de licenciement de 23 postes.
ZILLI Prêt-à-porter haut-de-gamme Lyon 9 ^e (69)	L'entreprise, en redressement judiciaire, est reprise par le fonds dubaïote Negma-FAI ; 70 emplois (sur 100) seront conservés, ainsi que le site de production de Dardilly.



Investissements industriels : extensions et modernisations

AGIS Plats cuisinés exotiques Tarare (69)	L'entreprise accroît les capacités de fabrication de son usine, avec 3 500 m ² de locaux supplémentaires.
ARKEMA Chimie de spécialités Pierre-Bénite (69)	Le groupe augmente ses capacités de production de polymères fluorés, utilisés dans les batteries lithium-ion, avec le soutien de France Relance.
ATLANTIC Génie climatique Meyzieu (69)	Le groupe va construire 1 600 m ² de locaux supplémentaires sur son site de fabrication de systèmes de climatisation et de ventilation.
BÉAL Cordes Pont-Evêque (38)	Le fabricant annonce la réhabilitation et l'agrandissement de son site, qui accueillera le siège social (aujourd'hui à Vienne), la production, la logistique et un centre de formation ; 8 M€ seront investis, avec le soutien de France Relance.
LA LAITERIE DE LA CÔTIÈRE Produits laitiers Meximieux (01)	La laiterie investit 3,5 M€ pour moderniser les anciens locaux de la fromagerie de Leyment, avec le soutien de France Relance.
LES TROIS CHÊNES Compléments alimentaires et cosmétiques Villechenève (69)	Le laboratoire annonce l'agrandissement et la modernisation de l'usine de Longessaigne (8 M€ investis), le transfert de la logistique à Vindry-sur-Turdine (2 M€) et des recrutements.
MAVIFLEX Portes souples Décines-Charpieu (69)	Le fabricant annonce l'extension de sa surface de production, pour un investissement de 3,5 M€ ; des activités seront rapatriées du Vietnam et des recrutements sont prévus.
NHIC Conseil à l'industrie Charbonnières-les-Bains (69)	Le cabinet acquiert le site de General Electric Energy à Chonas-l'Amballan (38) ; 10 M€ d'investissements sont prévus pour sa transformation.
RICHART Chocolatier Saint-André-de-Corcy (01)	L'entreprise modernise et agrandit son laboratoire, pour un investissement compris entre 1,5 et 2 M€.
SPEICHIM PROCESSING Distillation de solvants Saint-Vulbas (01)	La filiale de Séché Environnement vient d'investir 6 M€ pour accroître les capacités de production de son usine.

Investissements industriels : nouvelles usines

BARJANE Aménageur et gestionnaire immobilier Blyes (01)	Le groupe, en association avec le Syndicat mixte du Pipa, a conçu une usine du futur « clé en main », à la pointe des exigences environnementales ; début des travaux en 2023, 35 à 40 M€ investis.
GÉNÉRATION PISCINE Fabrication de piscines Blyes (01)	L'entreprise francilienne construit une nouvelle usine de 2 500 m ² sur le Pipa, pour un investissement de 3,5 M€ ; ouverture en mai 2022 avec 30 salariés.
METALOR Recyclage de métaux précieux ou rares Saint-Fons (69)	L'activité est transférée d'Oullins à Saint-Fons et double de capacité, dans une nouvelle usine où 15 M€ ont été investis ; des recrutements sont prévus.

Les implantations de l'Aderly en 2021

En 2021, le chiffre des implantations d'entreprises en région lyonnaise est à la baisse, proches des prévisions dues à la crise sanitaire et en phase avec la nouvelle orientation stratégique de l'agence. 62 projets ont abouti, générant 1 132 emplois programmés à trois ans.

En termes de filières, les services aux entreprises et services à la personne cumulent 26 implantations ayant annoncé la création de 442 emplois d'ici trois ans. L'industrie est la filière qui crée le plus d'emplois par projet (260 soit près de 24 emplois en moyenne par projet).

Concernant l'origine des capitaux, le ratio est stable par rapport aux années précédentes : 60 % de projets français et 40 % de projets internationaux (principalement européens).

Source : *Report annuel 2021 - Aderly Invest in Lyon*

Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
le Cecim,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la CPME du Rhône,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
Pôle emploi,
le Tribunal de commerce de Lyon,
l'Urssaf
et la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40
c.garinhameline@urbalyon.org
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme